

**Objet : Demande d'audience face aux difficultés des personnes étrangères à accéder à vos services**

Monsieur le Préfet,

Nous avons à plusieurs reprises interpellé vos services pour les alerter sur les difficultés que rencontrent les personnes étrangères pour accéder au service public afin d'obtenir, actualiser ou renouveler leur titre de séjour ou demander la nationalité française. Nous sommes conscients que vous êtes attentif au dialogue sur cette question. Cependant, les difficultés perdurent et nous souhaitons vous les rappeler.

L'accès pour déposer des dossiers de régularisation à la Préfecture d'Evry est toujours un véritable parcours du combattant. La mise en place de rendez-vous par internet a peut-être réduit certaines files d'attente devant les bâtiments mais a incontestablement allongé la durée effective des démarches. Les personnes étrangères se heurtant maintenant à l'impossibilité d'obtenir un rendez-vous au guichet sont trop souvent renvoyées vers la prise de rendez-vous dématérialisée.

Cette prise de rendez-vous sur internet est une épreuve insurmontable pour la plupart des personnes, tant les plages horaires sont insuffisantes. Celles et ceux qui n'ont pas un accès facile à un internet, qui maîtrisent mal la langue et/ou l'outil informatique, et qui ne peuvent passer leur journée et leur nuit devant un écran à essayer d'obtenir un créneau, sont exclus de l'accès à vos services. Il arrive même qu'à certaines heures, il soit impossible d'obtenir la moindre connexion au site de la Préfecture.

Pire encore, nous observons le recours croissant à des officines privées pour pouvoir obtenir des rendez-vous. Il est parfaitement anormal d'avoir à payer pour obtenir un rendez-vous dans un service public. On peut se poser à juste titre des questions sur le fonctionnement du système informatique. Il existe pourtant des moyens techniques pour améliorer la situation qui sont déjà utilisés par des sites marchands !

La situation est particulièrement critique à la sous-préfecture de Palaiseau, où les moyens accordés ne semblent pas à la hauteur des besoins réels.

A ce délai d'obtention d'un rendez-vous, s'ajoute le délai d'attente jusqu'au rendez-vous, puis le délai de traitement du dossier, surtout lorsqu'il est considéré comme incomplet puisque tout le processus est alors à recommencer... Les personnes peuvent, du fait de ces dysfonctionnements, être privées de titre de séjour durant de nombreux mois, quand bien même elles réalisent toutes leurs démarches dans les délais imposés et en toute bonne foi.

Les personnes sont également régulièrement ballottées entre la Préfecture et la Sous-préfecture en raison d'une orientation défailante. C'est notamment le cas des bénéficiaires d'une protection internationale.

Les conséquences de ce nonaccès dans des délais raisonnables à un titre de séjour pour les usagers sont absolument dramatiques et nous en faisons tous les jours l'amer constat auprès des personnes que nous accompagnons :

- Risque d'expulsion en cas de contrôle ;
- Perte d'emploi faute de titre de séjour;

- Suspension des droits sociaux (CAF, RSA, Solidarité transport...) avec toutes les conséquences en termes de précarité que cela génère;
- Impossibilité de justifier d'une adresse et donc de faire une demande de logement social ou de la renouveler ou tout simplement d'inscrire les enfants à des activités sportives ;
- Impossibilité pour les personnes malades d'assurer la continuité des soins faute de couverture médicale suffisante ;
- Impossibilité de sortir du territoire ;
- Impossibilité de demander la nationalité française ;
- Anxiété et stress face à ces blocages et leurs conséquences.

Le Défenseur des droits a récemment pris position pour alerter sur les risques et dérives de cette transformation numérique et réclamer un changement des pratiques et des modalités d'organisation. Il a souligné la marginalisation accrue des personnes étrangères, cette «*file invisible*» en ligne qui «*parvient encore moins qu'auparavant à accéder aux guichets*».

Nous ne sommes pas opposés au principe de démarches dématérialisées mais nous soutenons le Défenseur des droits quand il demande que tout·e usager·e puisse bénéficier de moyens alternatifs de prise de rendez-vous si elle/il en fait la demande.

Face à la détresse des personnes étrangères que nous accompagnons et surtout de toutes celles qui sont livrées à elles-mêmes, nous sollicitons de votre part une audience en urgence afin de prendre connaissance des moyens que vous comptez mettre en œuvre pour garantir l'accès à vos services dans des délais acceptables.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de nos respectueuses salutations.

### **SIGNATAIRES :**

ASSOCIATION COMMUNAUTE JEUNESSE  
 ASSOCIATION JUVISIENNE POUR L'ACCUEIL DES  
 DEMANDEURS D'ASILE ET DES REFUGIES  
 ASSOCIATION LA ROSE DES VENTS  
 ASSOCIATION POUR L'INSERTION SOCIALE PAR L'HABITAT  
 ASSOCIATION DES CITES DU SECOURS CATHOLIQUE  
 ASSOCIATION THALIE  
 ASSOCIATION DE SOLIDARITE AVEC TOU-TE-S LES  
 IMMIGRE-E-S Les Ulis  
 CENTRE MATERNEL LE MOULIN VERT  
 CCFD – TERRE SOLIDAIRE Essonne  
 COMITE DE SAUVEGARDE DE L'ENFANT A L'ADULTE  
 Essonne  
 DIAGONALE Ile-de-France  
 FONDATION ARMEE DU SALUT  
 GROUPE ACCUEIL ET SOLIDARITE

GROUPE SOS SOLIDARITES  
 HABITAT ET HUMANISME Ile-de-France  
 LIGUE DES DROITS DE L'HOMME Evry/Orsay Les Ulis  
 LA CIMADE Ile-de-France  
 LE PHARE Evry-Mennecy  
 MISSION LOCALE NORD ESSONNE  
 MISSION LOCALE DU VAL D'ORGE  
 OBSERVATOIRE CITOYEN DU CRA DE PALAISEAU  
 OPPELIA Essonne  
 RESEAU EDUCATION SANS FRONTIERES 91  
 SECOURS CATHOLIQUE Essonne  
 SOCIETE SAINT VINCENT DE PAUL – CDE  
 SOLIDARITES NOUVELLES POUR LE LOGEMENT Essonne  
 UNION DEPARTEMENTALE CGT Essonne  
 UNION LOCALE CGT Massy  
 UNION TERRITORIALE DES RETRAITES CFDT de L'Essonne

**Contact :** [collectifexiles91@gmail.com](mailto:collectifexiles91@gmail.com)

### **Copie :**

M. Alain BUCQUET, Préfet Délégué Pour l'Egalité des Chances  
 M. Dominique DUJARDIN, Délégué du Défenseur des Droits à la Préfecture de l'Essonne  
 M. Benoît KAPLAN, Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne  
 M. Abdel Kader GUERZA, Sous-préfet de Palaiseau  
 Mme Florence VILMUS, Sous-préfète d'Etampes